



Décision n° 2018-115

autorisant le prélèvement d'espèces végétales
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
dans le cœur du parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2, 28 et 31 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 10 avril 2018 par Madame LONCHON-MENSEAU Sylvia, Conservatrice du Conservatoire Botanique national Méditerranéen de Porquerolles,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

Le Conservatoire Botanique national méditerranéen de Porquerolles, représenté par sa directrice Madame LONCHON-MENSEAU Sylvia et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies ci-après à détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur du parc national, des spécimens de flore.

Ces prélèvements sont réalisés dans le cadre d'une campagne d'inventaire et de suivi scientifique, conduite sur le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 décembre 2018 sur l'ensemble de la zone cœur du parc national, à l'exception de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (cf. carte en annexe 1).

Article 3 :

La présente autorisation est accordée aux personnes suivantes :

- DIADEMA Katia
- BRAVET Pauline
- LE BERRE Maëlle
- ANDRIEU Frédéric
- MICHAUD Henri
- NOBLE Virgile
- OFFERHAUS Benoît
- PIRES Mathias
- UGO Julien

Sous la responsabilité et l'encadrement du Conservatoire Botanique national méditerranéen de Porquerolles, la présente décision est également accordée aux personnes suivantes :

- GIORDANO Remo
- IVALDI Francis.

Article 4 :

Hors espèces protégées, les spécimens autorisés à la collecte durant la campagne d'inventaire/suivi sont les suivantes:

- toute espèce de flore

Article 5 :

Le matériel autorisé pour la capture des spécimens est le suivant :

- prélèvement manuel

Article 6 :

Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches (comprenant liste d'espèces commentée, commentaires sur les écosystèmes prospectés et préconisations relatives à la gestion des milieux) ,
- une saisie des données acquises dans la base de données Silène Flore.

Article 7 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour »:

Une version numérique de toute publication liée au projet devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 8 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler en-dehors des itinéraires balisés de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Article 9 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera l'un des services territoriaux listés en annexe 2 en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Article 10 :

Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter aux chefs ou adjoints des services territoriaux concernés (liste et coordonnées en annexe 2) avant d'engager toute opération et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Article 11 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, ainsi que la réglementation particulière à la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation – cf. annexe 3.

La présente autorisation ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les autorisations correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas le bénéficiaire de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 12 :

Le bénéficiaire devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

Article 13 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A demande de ces derniers, le bénéficiaire est tenu de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 14 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 15 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 19 avril 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour
Laurent SCHEYER